

LES TRAVAILLEURS, LE PARLEMENT ET LE COMMUNISME^(*)

Crise et pauvreté

La société entre en crise. Commerce et industrie sont en recul constant, de grandes entreprises sont arrêtées. Il règne un chômage à un degré jusqu'à présent inimaginable. Des millions d'ouvriers de par le monde n'ont pas de travail, et ceci depuis des années, et ils doivent garder à grand-peine la tête hors de l'eau avec une indemnité de chômage bien trop maigre. La génération qui vient n'a pas de chance. Les États se ferment hermétiquement les uns par rapport aux autres par des droits de douane élevés et ils démantèlent ainsi le trafic international. Les paysans ne trouvent pas preneurs pour leurs produits. Partout règne le sentiment que quelque chose va de travers dans notre société capitaliste. Ce qui était considéré auparavant comme une condition insupportable : l'exploitation intense, la précipitation incessante, l'insécurité de l'existence constamment menaçante, la perspective sans espoir de devoir toujours rester un prolétaire – cela apparaît maintenant presque comme une situation idéale que l'on souhaite voir revenir. Mais il est très improbable que cette situation revienne. Même si la crise passait et l'activité revenait – ce que personne ne peut prédire –, tout aurait pourtant changé. Il est très possible que l'on assiste à un essor dans les jeunes États d'Amérique et d'Asie et que, en Europe, l'industrie recule pour de bon^(**). Déclin, pauvreté la plus profonde et misère maximale semblent être l'avenir des travailleurs.

Et pourquoi cela? La société est plus riche que jamais auparavant, plus riche du fait de sa capacité à créer de la richesse. La science appliquée et la technique permettent à l'agriculture et à l'industrie de produire en abondance pour tous. Il y a déjà cinquante ans, on calculait que, sur la base de la technique d'alors, un temps de travail quotidien de cinq heures aurait suffi pour assurer à tout un chacun une existence du niveau de la classe moyenne supérieure. Et il y a peu, un bureau d'ingénieurs sous la direction de l'Américain Scott, a calculé que, avec une durée de travail quotidienne de deux heures, l'humanité devait être en mesure de créer un revenu plus que suffisant pour chacun.

(*) (Anonyme), "De Arbeiders, het Parlement en het Kommunisme", publié par le G.I.C, Amsterdam, 1933. Dans certains exemplaires, la "Linksche Arbeiders Oppositie" (LAO) est mentionnée comme co-éditeur à côté des GIC; ce texte a été réimprimé dans le volume : Anton Pannekoek, "Partij, Raden, Revolutie", Amsterdam 1972. Ce texte est précédé de l'avant-propos suivant de la rédaction :

« Les objectifs :

L'évolution capitaliste conduit à des crises de plus en plus violentes qui s'expriment par un chômage de plus en plus considérable et par des bouleversements de l'économie qui s'approfondissent de plus en plus. Des millions de travailleurs sont ainsi exclus de la production et exposés à la faim. En même temps, les contradictions entre les différents pays capitalistes s'aiguisent à tel point que la concurrence, qui est devenue la guerre économique, débouchera nécessairement sur une nouvelle guerre mondiale.

L'appauvrissement progressif et l'insécurité croissante de la simple existence poussent la classe ouvrière à lutter pour le mode de production communiste. Dans cette lutte, les groupes des communistes internationaux invitent les travailleurs à prendre eux-mêmes en main la gestion et la direction de la production et de la distribution selon des règles sociales généralement valables, afin de réaliser l'association des producteurs libres et égaux.

Les groupes des communistes internationaux voient dans le développement de soi des travailleurs le progrès essentiel du mouvement ouvrier. C'est pourquoi ils combattent la politique de chefs des partis parlementaires et des syndicats et ils lancent le mot d'ordre de combat : Tout le pouvoir aux conseils ouvriers! ».

(**) Le sol nourricier de l'"élévation progressive du niveau de vie" est ainsi ruiné et la paupérisation des masses continue.

S'il en est ainsi, pourquoi existe-t-il cette contradiction entre la pauvreté réelle, et qui devient de plus en plus menaçante, et le potentiel d'abondance? La réponse : parce qu'il y a un conflit entre la structure du travail et la forme de propriété. Les formes de propriété ne sont plus adaptées aux formes de travail.

Le conflit entre travail et propriété

Auparavant, à l'époque de la petite entreprise, l'homme qui travaillait avait le pouvoir de disposition sur les instruments qu'il utilisait, et naturellement aussi sur le produit qu'il fabriquait. L'artisan était le propriétaire de ses outils et il vendait son produit; le paysan était propriétaire de la terre et du bétail, et il vendait ce qu'il ne consommait pas. La propriété privée allait de pair avec la petite entreprise.

Le propriétaire prenait des serviteurs et des compagnons pour l'aider; mais l'outil et le produit demeuraient sa propriété. De grosses machines prirent la place des outils; le capitaliste les acheta, prit des ouvriers à son service et paya le minimum vital comme salaire. Il était toujours le propriétaire des outils et des produits; il tirait son profit de la plus-value obtenue sur ce qu'il avait payé pour le produit que les ouvriers avaient fabriqué et il augmentait ainsi son capital. Cette augmentation provenant de l'activité des ouvriers prit un tour gigantesque à l'époque de la grande industrie, tandis que les travailleurs ne recevaient pas plus que ce qui était nécessaire à la conservation de leur vie, et souvent pas même cela.

La situation actuelle apparaît ainsi : la plus grande partie des produits est fabriquée dans des usines par des organisations d'ouvriers, d'ingénieurs et de techniciens, qui coopèrent entre eux et qui servent tous ensemble la totalité du parc de machines. (Les machines elles-mêmes sont le produit d'autres groupes de travailleurs). Mais le résultat de leur travail, le produit, n'est pas leur propriété; ils ne reçoivent sur ce produit que leur salaire, le reste est pour le capitaliste. Les capitalistes sont les actionnaires qui engagent collectivement les personnes chargées de la direction de l'usine, mais qui sont eux-mêmes complètement en dehors du procès de production. Ils vivent n'importe où dans leurs villas et ils n'ont aucune sorte de fonction dans la production, à l'exception du fait qu'ils mettent dans leur poche la part du lion de ce qui est produit. Ils sont les parasites de la société. N'est-ce pas bizarre et insensé? Mais c'est le rôle de la propriété privée depuis qu'elle est devenue la propriété capitaliste.

Mais il y a pire : ces actionnaires sont les propriétaires, les maîtres de l'usine, de leur propriété. Ils ne font donc travailler que s'il y a un gain à obtenir; le fait que les hommes aient besoin de produits n'est pas à même de les préoccuper aussi longtemps que ceux-ci sont incapables de payer suffisamment pour obtenir ces produits. S'il n'y a pas de profit à faire, alors ils arrêtent tout comme cela a aujourd'hui lieu dans la crise économique mondiale. D'un côté, il y a les machines arrêtées et inutilisées, de l'autre côté, il y a les ouvriers désireux de les mettre en marche. Elles devraient pouvoir créer de l'abondance pour tous. Mais les propriétaires des moyens de production ne le veulent pas, ils l'empêchent. C'est pourquoi il y a des privations et de la pauvreté, bien que les conditions pour la richesse, à savoir des moyens de production remarquables et des millions de mains volontaires, existent. Est-ce de la folie? C'est la conséquence du droit de propriété qui a été hérité de la période de la petite entreprise.

Et le conflit consiste donc en ceci : le travail est devenu collectif alors que la propriété est demeurée individuelle. L'exploitation et la crise naissent de là en tant que conséquences inéluctables.

Comment résoudre ce conflit? Il n'est pas possible de faire revenir le travail à sa forme antérieure, de mettre les machines en pièces et de restaurer la petite entreprise. C'est pourquoi le droit de propriété doit être mis en harmonie avec le travail.

Les outils actuels, les grosses machines et les usines, sont utilisés par la collectivité des travailleurs. S'il en est ainsi, alors la collectivité des travailleurs doit avoir aussi le pouvoir de décision sur les instruments et les produits. Le travail a changé de caractère; de nature individuelle, comme autrefois, il est devenu de nature collective et communautaire aujourd'hui. Ce ne sont pas les parasites qui se tiennent à l'extérieur, mais ceux-là même qui effectuent le travail, qui peuvent décider du travail. C'est la forme du communisme qui doit prendre la place du capitalisme.

La lutte de classe

Comment peut-on promouvoir cette évolution?

D'elle-même, la société ne change pas; ce sont les hommes qui doivent le faire.

Les capitalistes n'ont aucune raison de souhaiter un changement et ils s'opposent évidemment de toutes leurs forces à l'exigence de renoncer à leur propriété des moyens de production. Mais les plus petits membres des classes moyennes sont également contre un changement, parce qu'ils misent sur le fait de pouvoir agrandir leur possession par leurs affaires. En vérité, ils sont eux-mêmes fortement sous la pression du grand capital, et pourtant ils s'accrochent à leur possession qui les différencie des prolétaires qui ne possèdent rien. Le fait que la plupart des paysans possèdent leur ferme, bien qu'elle puisse être obérée par des hypothèques, leur donne la possibilité d'espérer s'élever par un travail acharné. Ils croient que le communisme a des visées sur leur petite propriété, sans soupçonner que le capitalisme s'occupera de leur propriété.

Seule la classe ouvrière a un intérêt direct pour le communisme. Ce n'est que grâce à lui que l'on mettra fin à sa pauvreté et son insécurité de vie. Les travailleurs peuvent parvenir à ce but par la lutte, par la lutte de la classe ouvrière contre les classes possédantes.

Dans les pays hautement industrialisés d'Europe occidentale et d'Amérique, les travailleurs constituent la majorité, et même une majorité sans cesse croissante. Ce seul fait leur donne la garantie qu'ils peuvent l'emporter dans ce combat. En outre, ils forment la classe indispensable; sans leur travail, la société ne peut en aucun cas exister. Ils ont l'ensemble de l'appareil de production entre leurs mains, pas au sens juridique il est vrai, mais de manière réelle. Lorsque la classe ouvrière dans son ensemble unira sa force, le droit de la classe des capitalistes, qui ne repose que sur des papiers, sera impuissante face à elle. Les capitalistes disposent de tout le pouvoir que la possession d'argent leur accorde. Avec lui, ils payent toutes les têtes intelligentes avec lesquelles ils gouvernent, organisent et défendent la société. Ils achètent, quand cela devient nécessaire, des troupes armées afin de réprimer les ouvriers par la force des armes. Par la presse, l'école, la radio, le cinéma, par tous les pouvoirs et moyens spirituels, ils essaient de garder les travailleurs en état de dépendance. Il s'ajoute encore à cela, en tant que leur meilleur moyen de pouvoir, la domination politique, leur pouvoir sur l'État. La puissance d'État est une organisation de fonctionnaires, solidement bâtie, qui, pilotée depuis un lieu unique, gouverne le peuple, soutenue si c'est nécessaire par les troupes armées, la police et l'armée. Toute tentative de la classe ouvrière de lutter contre la situation existante d'exploitation et de misère est vigoureusement réprimée par le pouvoir d'État. L'État est comme un solide rempart que le capital a érigé autour de lui. Si la classe ouvrière veut gagner la lutte des classes et l'emporter sur les capitalistes, le pouvoir d'État doit être vaincu, elle doit conquérir le pouvoir politique.

L'objectif de la classe ouvrière est de changer le droit de propriété, de délivrer les moyens de production de la propriété privée, et de les transformer en propriété sociale. Le droit de propriété est nécessairement régulé par des lois, les codes juridiques sont inévitablement établis, comme toutes les lois, par les organes politiques de l'État. Qui règne

sur l'État, décide aussi du droit et de la loi. C'est pourquoi la classe ouvrière doit parvenir à s'emparer du pouvoir politique. Conquérir le pouvoir politique est une condition nécessaire pour le changement de la propriété avec laquelle la liberté et l'abondance seront assurées au peuple laborieux.

Comment les travailleurs peuvent-ils conquérir le pouvoir politique?

C'est à la suite de cette question que nous allons parler des élections.

Le parlementarisme comme moyen d'émancipation

Les sociaux-démocrates comprennent le parlementarisme, c'est-à-dire les élections, comme un moyen pour les travailleurs de conquérir le pouvoir.

En effet, qui est le gouvernement qui utilise le pouvoir politique et promulgue les lois? En premier lieu le parlement, les deux chambres, qui se composent de représentants du peuple élus. Dans les pays de l'Europe occidentale, tout d'abord en Angleterre, et ensuite en France du fait de la Révolution française, et finalement dans d'autres pays, la classe possédante s'est assurée le pouvoir en faisant des parlements élus le véritable pouvoir de gouvernement.

Ce que l'on appelle le gouvernement, c'est-à-dire les ministres qui sont à la tête de l'État, des fonctionnaires et de l'armée, et qui ont en main tous les moyens de pouvoir, ne peut pas gouverner si le parlement ne veut pas qu'il le fasse. C'est pourquoi il est dépendant de la majorité parlementaire. Depuis que les travailleurs ont obtenu, après un long combat, le suffrage universel, la majorité du peuple choisit également la majorité du parlement. C'est la démocratie. Aussi, quand, dans un pays, les travailleurs sont la majorité de la population, ils ont la possibilité d'élire la majorité du parlement, à condition qu'ils votent de la bonne manière et qu'ils ne se laissent pas aveugler par les belles promesses de leurs ennemis. C'est dans ce but qu'ils constituent leur propre parti politique, un parti ouvrier. S'ils y parviennent, ils sont alors les maîtres du gouvernement, et donc aussi de l'État. Ils peuvent transformer le droit et la loi selon leur conception et leurs intérêts. De cette manière, à l'unique condition que la classe ouvrière utilise sa raison, elle peut s'émanciper toute seule par le bulletin de vote.

Le nouveau gouvernement, qui est composé de représentants des travailleurs, a ensuite la tâche d'exproprier les entreprises capitalistes et de les transformer en entreprises d'État (ou localement en entreprises municipales), en commençant par les grands monopoles et les grandes banques, et en continuant avec les petites entreprises. Dans ces entreprises-là on ne produit plus par appât du gain, mais par nécessité. Les organes de l'État s'occupent du pilotage central de cette production; les ouvriers sont au service de ces organes communautaires; leur subsistance est garantie, les crises et le chômage disparaissent. Étant donné qu'aucun profit ne peut être prélevé par les capitalistes, les travailleurs peuvent jouir de l'ensemble du revenu, bien sûr après soustraction des frais d'administration et des services officiels comme l'éducation, la santé, les transports et autres choses analogues. Étant donné que l'on mettra en œuvre les meilleures méthodes de travail et que l'on mettra fin à l'ouvrage gâché improductif, avec lequel le travail est aujourd'hui tant gaspillé, l'on pourra, avec un court temps de travail, produire en abondance pour tous.

Les chefs ouvriers comme libérateurs

Au fond, c'est donc tout à fait simple. Les travailleurs, en tant que majorité, doivent simplement donner leurs voix de la bonne manière et le capitalisme est vaincu.

Tous les quatre ans, le travailleur remplit un bulletin de vote. Il n'a pas plus à faire; ses députés font le reste. Il ne lutte pas lui-même constamment pour son droit; il transfère sa lutte

à un autre qui doit lutter pour lui. Le parlementarisme est un combat entre les autres, les chefs. Tout dépend maintenant de ces autres, les députés, de leur aptitude aux querelles parlementaires; c'est pourquoi ce sont les chefs qui font le travail véritable, qui s'y connaissent le mieux et qui donc ont évidemment à dire aussi le plus de choses.

Nous parlons ici de démocratie parce que le suffrage universel existe. Mais cette démocratie parlementaire est un pouvoir qui n'est pas exercé par le peuple lui-même, mais par les parlementaires. C'est seulement le jour des élections que le peuple est le maître; mais hélas si le peuple ne vote pas bien! Il n'a ensuite plus rien à dire pendant quatre ans et, pendant quatre ans, les parlementaires peuvent faire ce qu'il leur plaît. Naturellement, ces messieurs pensent bien que, après quatre années, le "jour du règlement de comptes" arrivera à nouveau, mais ils misent ensuite sur la kermesse de publicité obligatoire, sur les grands mots, les principes grandioses et les discours habiles, pour influencer les électeurs de telle sorte que l'on n'en arrive en réalité que dans les cas extrêmes à un véritable règlement de comptes. Mais même dans ces cas, Pierre est remplacé par Paul, lequel n'est guère différent de Pierre. De plus : les électeurs choisissent-ils par eux-mêmes dans une circonscription l'homme qui ira à La Haye en tant que leur représentant? Il n'en est pas question : ce sont les différents partis politiques, grands et petits, qui choisissent les candidats et les électeurs ne peuvent se décider que parmi ceux-ci. Ce n'est qu'à grand peine que des groupes d'électeurs arrivent parfois à présenter eux-mêmes un candidat "sauvage" (c'est ainsi qu'il est appelé) et de le faire élire; mais cet élu sera seul au parlement et n'aura aucune sorte d'influence. Au parlement, ce sont les grands partis politiques qui jouent entre eux pour le pouvoir.

La démocratie parlementaire n'est qu'un semblant de démocratie.

Le parlementarisme n'est pas un instrument des travailleurs pour s'émanciper eux-mêmes; c'est un instrument pour se faire libérer. Par d'autres qui disent : « Élisez-nous et nous vous procurerons le socialisme ». Par les parlementaires, par les chefs ouvriers, par le parti socialiste. Si les travailleurs votent pour eux, cela veut dire nécessairement qu'ils donnent ce mandat aux chefs socialistes : « Libérez-nous, installez le socialisme et anéantissez le capitalisme ». La majorité socialiste au parlement se met au travail, elle renvoie les anciens ministres, elle en appelle de nouveaux, des socialistes, et elle met des lois en vigueur avec lesquelles on socialise, et l'on réprime pendant ce temps toute résistance, avec l'État par derrière. Ce qui vient après est encore la chose la plus difficile, c'est-à-dire l'organisation et la direction de la production sociale. Il est évident que des sociaux-démocrates qui considèrent la lutte des ouvriers principalement comme une lutte des chefs ne peuvent pas non plus imaginer une société socialiste autrement que dirigée par des chefs compétents. Une grande organisation de fonctionnaires est nécessaire pour assumer la direction de la production. Le fait que les choses aillent bien dépendra avant tout de leurs aptitudes. Ils organisent, et les ouvriers, eux, obéissent et travaillent.

Et donc, les travailleurs ne jouent de rôle ni dans la révolution, ni dans l'édification du socialisme. Ils doivent voter pour les chefs, les soutenir, les applaudir, et exécuter ce qu'ils ordonnent. Ce sont les chefs qui font le travail essentiel; c'est pourquoi ils doivent également – sous des formes démocratiques – avoir le pouvoir réel. Les travailleurs ont choisi de nouveaux maîtres à la place des anciens, de bons maîtres à la place des mauvais. Ils nous apportent le socialisme, la liberté et l'abondance.

C'est la raison pour laquelle tout est extrêmement simple. Si simple que l'on se demande si ce n'est pas trop simple pour être vrai.

Et c'est avec si peu de problèmes que cela devra avoir lieu! Lors des siècles précédents, les bourgeois durent se battre de toutes leurs forces, risquer leur vie, mettre en scène des révolutions violentes, afin de conquérir le pouvoir. Mais les travailleurs n'ont besoin, eux, que d'utiliser leur raison et de mettre la croix au bon endroit. Ils n'ont pas besoin de faire davantage pour leur émancipation. Et cela alors que leur fait face une classe dominante qui est

plus puissante du point de vue de l'argent et de la propriété, du savoir et de l'énergie, des moyens de pouvoir matériels et intellectuels, qu'aucune classe auparavant!

Quiconque peut-il croire qu'une classe aussi puissante se laissera tranquillement exproprier dès lors que les travailleurs éliront une majorité socialiste au parlement? Tout ouvrier, même s'il n'a aucune autre idée, sait et comprend que la conquête du pouvoir ne peut être dans la société que le résultat d'une lutte qui dure longtemps, d'une énorme tension de forces et de lourds sacrifices, que sa libération n'est possible que par la lutte, la tension des forces et des sacrifices.

C'est pourquoi l'émancipation par le parlement et le bulletin de vote est une illusion.

Dans l'idée de la conquête parlementaire du pouvoir, il n'est presque pas question des travailleurs. La bourgeoisie n'existe à l'évidence pas et elle ne joue aucun rôle. Seuls les partis politiques, les députés au parlement et les ministres sont mentionnés. Une représentation aussi naïve d'une révolution économique, qui est plus violente que tout ce que le monde ait jamais vu, ne peut naître que chez des hommes dont l'horizon est limité à la politique. Mais derrière tout ce remue-ménage parlementaire et politique, il y a les classes, il y a la bourgeoisie et il y a la classe ouvrière. Et c'est la lutte entre de ces deux classes qui détermine l'ensemble de l'évolution sociale.

La bourgeoisie est encore là

La classe possédante a naturellement veillé depuis le début à ce que les parlements n'aient pas trop de pouvoirs de décision. Le pouvoir de la majorité parlementaire n'est qu'apparence. À côté du parlement, il y a aussi d'autres forces politiques.

Une majorité parlementaire peut obliger un cabinet à démissionner. Mais elle ne peut pas nommer de nouveaux ministres. C'est la tâche d'un roi ou d'un président. L'entourage d'un roi ou d'un président est formé d'hommes influents, de nobles, d'officiers supérieurs, d'anciens politiciens distingués, de riches capitalistes; c'est dans ce cercle, et chez les partisans ou sur la décision de ce dernier, que les ministres seront nommés. Ils représentent un pouvoir qui agit dans la coulisse et qui est soutenu par la fraction la plus riche et la plus puissante de la bourgeoisie.

Si nous supposons que, en cas de conflit, ce cercle devra prendre un "authentique" démocrate dans le parlement, cet homme, en tant que ministre, aura alors les mains liées. Toute l'équipe des fonctionnaires supérieurs et inférieurs qui gouvernent le peuple et mettent la loi en œuvre, dans les ministères ou en dehors d'eux, demeure la même; il est même impossible, de par la loi, de démettre certains d'entre eux, comme les juges par exemple. Ces gens-là ne modifient pas subitement leur orientation uniquement parce que les ministres ont changé. En outre, ils appartiennent eux aussi à la bourgeoisie et ils se considèrent comme une partie de la classe possédante. Et même dans les degrés les plus bas de l'échelle, comme les gardes champêtres et les employés aux écritures, ils ont l'impression de faire partie des autorités qui sont appelées à gouverner le peuple. Quiconque peut-il croire que ce corps de fonctionnaires se laissera transformer d'un jour à l'autre en instrument du socialisme, même si un cabinet socialiste forme le gouvernement?

Une majorité parlementaire de représentants sociaux-démocrates des ouvriers se heurterait ainsi à une structure qu'elle ne peut pas vaincre avec ses propres moyens.

Contre ces sécurités, avec lesquelles la bourgeoisie a équipé l'organisation de l'État, tous les bulletins de vote, tous les discours et toutes les cliques de parti, sont impuissants. Et cela, les sociaux-démocrates le savent fort bien, mais, dans leur programme, il n'est question que de l'introduction de la « démocratie complète ». Ce ne sera possible qu'à la condition qu'ils

s'appuient sur les travailleurs. Et ceux-ci doivent donc entrer en campagne contre la bourgeoisie non pas avec le bulletin de vote, mais avec toute l'énergie de leur puissance.

Mais il peut également arriver que la classe possédante trouve l'influence parlementaire grandissante des travailleurs trop dangereuse; elle peut alors abolir le suffrage universel, de sorte qu'elle dispose encore de la majorité parlementaire. Avec des moyens parlementaires, l'on ne peut absolument rien faire contre cela. C'est seulement l'intervention des masses laborieuses elles-mêmes qui peut l'empêcher. On peut considérer comme certain que c'est pour partie la crainte d'une telle entrée en scène d'un très grand nombre de travailleurs qui a retenu la bourgeoisie de porter atteinte au suffrage universel^(*).

Il y a 25 ans, il a été débattu de manière intense en Allemagne de l'abolition du droit de vote pour les élections au Reichstag, et une grève générale s'est opposée à cette abolition. À l'heure actuelle, la bourgeoisie a à sa disposition un meilleur instrument que l'abolition du droit de vote, à savoir l'élimination du parlement et son remplacement par une dictature – comme en Italie, en Allemagne ou dans d'autres pays. Contre les véritables forces dans la société, contre la volonté de puissance et de domination de la bourgeoisie, les élections au parlement sont complètement impuissantes. Dans ce combat essentiel pour le pouvoir, contre ces changements sociaux importants, c'est aux travailleurs eux-mêmes d'intervenir. La force qui reste inutilisée dans le parlementarisme mensonger, la force de la classe ouvrière dans son intervention en tant que masse, est la seule qui puisse affronter la bourgeoisie.

L'utilité du parlement, autrefois et aujourd'hui

Et maintenant, la question suivante se pose : si l'idée fondamentale de l'émancipation par le parlement est erronée, est-ce que cela n'a pas toujours été une fausse tactique de s'appuyer sur le parlement? Est-ce que la participation aux élections n'a pas toujours été un gaspillage de forces?

L'on doit évidemment considérer à ce sujet que la société a constamment évolué. Ce qui est bon et approprié pour un état donné de développement peut induire en erreur et être erroné pour un autre. La société capitaliste a fortement changé dans les cinquante dernières années.

Lorsque le capitalisme naquit, la bourgeoisie se composait d'un grand nombre de capitalistes modérément riches qui ne purent se saisir du pouvoir qu'en renforçant les parlements contre les princes et la noblesse. À cette époque-là, la classe ouvrière se constituait également du fait que des artisans et des fils de paysans appauvris venaient en ville, sans avoir idée des nouveaux rapports capitalistes. Les élections semblèrent être alors un excellent moyen pour les organiser, pour éveiller leur conscience de classe et pour leur communiquer les perspectives des travailleurs. Cela les attirait dans des réunions et dans le courant de la vie politique publique, cela éveillait leur intérêt pour des questions sociales, et c'est ainsi que l'idée du socialisme et la nécessité de l'organisation leur furent rendues accessibles. Là où les travailleurs n'avaient pas le droit de vote, la lutte pour le suffrage universel a, selon la même orientation, agi pour faire bouger, dans les régions industrielles, les masses laborieuses croissantes en vue de la lutte contre le capitalisme.

C'est ainsi qu'eut cours la théorie selon laquelle le socialisme et l'émancipation des travailleurs arriveraient à la longue grâce aux élections. Dans la praxis réelle, les élections servirent cependant à transformer le capitalisme en une forme de vie qui soit supportable et acceptable par les travailleurs. Dans le capitalisme, les capitalistes et les ouvriers sont tous les deux nécessaires. Ils se combattent sur la base de leurs intérêts contradictoires, mais ils remplissent en cela tous les deux leur rôle. Un capitalisme normal ne peut donc exister que si

^(*) D'autre part, il y avait la conviction que le suffrage universel, en tant que soupape de sécurité grâce à laquelle le mécontentement général des masses peut se soulager, assure un développement capitaliste tranquille.

les travailleurs sont des hommes libres, à même de défendre leurs intérêts, pourvus des droits et des libertés des libres citoyens, avec le droit de s'unir, le droit de grève, la liberté d'opinion et de réunion, avec le droit de vote pour défendre tout cela. Sans tout cela, et sans non plus un parti ouvrier qui défende au parlement et à l'extérieur les intérêts directs des travailleurs, le capitalisme n'est pas complet. C'est pourquoi la social-démocratie, exactement comme les syndicats, est un organe indispensable de la société capitaliste – l'organe par lequel tous les intérêts que les travailleurs ont dans le capitalisme s'expriment d'une manière bien ordonnée.

Une fois devenue un organe du capitalisme, la social-démocratie ne peut plus se libérer de ce terrain. Elle ne peut pas être en même temps organe du capitalisme et organe de la révolution. Elle parle naturellement beaucoup de révolution. Mais si elle appelait les masses laborieuses à des actions révolutionnaires, dirigées contre l'État, le pouvoir d'État dissoudrait alors son organisation, saisirait ses comptes et mettrait ses chefs en prison. Cela mettrait fin à son existence et à son travail. C'est la raison pour laquelle elle craint une révolution des ouvriers accompagnée d'actions de masse. Si cependant celles-ci naissaient en dehors de son influence et avaient du succès, la social-démocratie essaierait de se placer à la tête du mouvement afin de le freiner et d'obtenir une plus grande part du pouvoir de gouvernement pour elle.

Elle ne peut utiliser les travailleurs que comme des électeurs. C'est pourquoi son but suprême est de parvenir par les élections à une majorité parlementaire afin de former ensuite le cabinet. Mais le fait qu'elle se considère cependant comme organe du capitalisme au service des intérêts ouvriers se manifeste fortement dans sa pratique puisque, tant qu'elle n'a pas encore la majorité, elle laisse des ministres socialistes former le gouvernement avec des mandataires d'autres partis. Et c'est ainsi que ces sociaux-démocrates doivent donc gérer en même temps les affaires de la classe possédante et représenter les intérêts du capitalisme. À ce moment-là, ils ne sont rien d'autre de plus que des politiciens bourgeois à tendance sociale. Le parti socialiste allemand fit bien pire quand, lors de la révolution de 1918, le pouvoir était tombé entre les mains des ouvriers. Il laissa la fraction révolutionnaire des ouvriers se faire écraser par Noske et les généraux, il forma ensuite un gouvernement "socialiste", mais il ne fit ensuite rien de plus pour l'introduction du socialisme que de nommer une commission qui devait discuter pour savoir quelles grandes entreprises étaient mûres pour la nationalisation. Sous la protection du gouvernement socialiste, qui entretenait l'optimisme des ouvriers avec des discours doucereux, le capital allemand put se renouveler et rétablir sa puissance. Ensuite, les ministres socialistes furent renvoyés dans leur foyer. Les travailleurs allemands jouissent à l'heure actuelle des fruits de ce travail. Auparavant, la social-démocratie pouvait agir au parlement en faveur des intérêts quotidiens des travailleurs. Mais, dans l'évolution qui s'est produite au cours des quinze dernières années, le capitalisme a lui aussi changé. Le capital s'est énormément concentré au cours de cette période. Il ne reste presque plus rien de la grande classe des indépendants des couches moyennes. De gigantesques banques, cartels et monopoles, dominant la vie économique. Ces grands capitalistes peuvent défendre et faire respecter leurs intérêts beaucoup mieux en coulisses, auprès des princes, des présidents et des ministres, qu'au parlement. C'est la raison pour laquelle les parlements perdent de plus en plus de leur puissance. Parfois, ils sont même dissous et remplacés par une dictature, ailleurs ils tournent mal et se transforment en insignifiantes boîtes à parlottes, que seuls les travailleurs sociaux-démocrates considèrent encore avec respect.

Dans ces circonstances, les élections au parlement n'ont-elles plus d'utilité?

Oh que si, elles ont une grande utilité – c'est-à-dire pour le capital.

Alors qu'autrefois les élections servaient aux travailleurs, elles avaient aussi, en même temps, une utilité pour la bourgeoisie parce que le capitalisme pouvait se développer de la sorte tranquillement et sans heurts, sans que n'éclatent sans cesse des soulèvements parmi les ouvriers.

Aujourd'hui où les élections sont devenues sans importance pour les ouvriers, elles ont cependant conservé leur utilité pour le capitalisme. En effet, aussi longtemps que les travailleurs iront voter et attendront quelque chose d'elles, ils ne dissiperont pas leurs idées vers d'autres actions qui affecteraient réellement le capitalisme.

Les travailleurs qui participent aux élections révèlent ainsi ce qu'ils pensent : nous nous laissons gentiment mener par le bout du nez; le capitalisme peut se rassurer, il est encore en sécurité.

Le parti communiste

Nous avons tout le temps parlé de la social-démocratie. Mais le parti communiste est tout à fait différent, car il appelle sans cesse les travailleurs à la révolution et à l'action. Il est vrai qu'il se différencie de la social-démocratie par le fait qu'il emploie des termes plus violents, qu'il invective les capitalistes et leurs porte-parole avec des mots durs et qu'il appelle à la révolution avec des paroles énergiques et fracassantes. Mais en réalité il ne se différencie pas de la social-démocratie en ce qui concerne le but et la praxis. Il mise exactement de la même façon sur les élections, avec le même résultat : quand les travailleurs lisent avec approbation de quelle manière les communistes de parti attaquent la bourgeoisie au parlement, ils disent : qu'est-ce qu'ils sont courageux ces lascars! Ce sont les types qu'il nous faut pour nous libérer! Et ensuite ils mettent un bulletin rouge dans l'urne électorale et ils oublient qu'ils doivent lutter par eux-mêmes contre le capitalisme.

Le parti communiste veut accomplir la révolution ouvrière dans les pays industriellement développés de l'Europe occidentale exactement de la même manière que la révolution bolchevique dans la Russie industriellement primitive et paysanne, naturellement sous la direction du parti. En Russie, c'est le capitalisme d'État qui règne. Là-bas, c'est une bureaucratie d'État et de parti toute-puissante qui administre et contrôle l'ensemble de l'industrie. Les ouvriers reçoivent leurs ordres d'en haut, et leur salaire et leur temps de travail sont également fixés d'en haut. Ce pouvoir des chefs du parti sur la classe ouvrière et ce contrôle de l'industrie par une organisation administrative est aussi leur objectif en Europe occidentale.

L'action directe des masses

Aux époques précédentes, il y a eu également des actions des masses ouvrières là où la force du parlement était largement insuffisante. Par exemple, il y a environ un demi-siècle, des manifestations de masse et une grève générale ont eu lieu pour la conquête du suffrage universel en Belgique. La social-démocratie croit que de telles actions sont des événements parfois nécessaires, mais cependant extraordinaires, une sorte de tourmente d'assainissement après laquelle le cours normal des affaires parlementaires peut reprendre comme d'habitude. C'était possible parce que les actions réussissaient et que la bourgeoisie cédait rapidement. Mais que se passe-t-il si la bourgeoisie pour une fois ne cède pas parce qu'il en va de sa prétention à la domination?

La classe ouvrière peut-elle alors vaincre la bourgeoisie avec de telles actions de masse?

Nous ne pouvons naturellement pas prédire avec précision des événements futurs.

Et quelqu'un peut encore moins conseiller les travailleurs sur la manière avec laquelle ils devront agir ensuite, ultérieurement. L'on peut seulement déduire, dans une certaine mesure, de ce qui s'est produit lors des actions de masse antérieures ainsi que lors des révolutions précédentes, quelles sont les forces qui entrent en scène et quels effets elles ont.

Nous supposons ici que les travailleurs constituent la masse de la population et que la classe possédante n'en représente qu'une minorité. Mais cette minorité s'appuie sur le pouvoir d'État. Le pouvoir d'État consiste en une organisation de fonctionnaires, disséminée partout dans la population, qui est elle-même une minorité, mais qui est liée par une organisation stricte et animée par un esprit de corps, de même qu'elle est guidée par une volonté qui provient du centre du pouvoir; de plus, il dispose, au cas où ce serait nécessaire, de la force armée de la police et des troupes. C'est ainsi qu'il peut dominer une majorité de la population d'hommes isolés, sans unité et élément unificateur.

Si cependant les travailleurs se présentent comme une masse solidement unie dans une manifestation monstre contre le gouvernement, ce dernier considère alors cet événement comme une insurrection qui touche au cœur de son pouvoir. Il ne peut pas rester indifférent et dire : laissez donc faire. Il ne peut pas non plus avoir l'intention de céder. C'est pourquoi il essaie de briser le nouveau pouvoir avec son pouvoir. Il proclame des interdictions, il promulgue de nouvelles lois restrictives, il envoie la police sur le terrain. Si pourtant la cohésion, l'unité, la masse, sont si grandes lors de la manifestation qu'elle ne se laisse pas disperser, l'autorité a alors déjà subi un dommage. Le pouvoir d'État a, il est vrai, des armes encore plus fortes; il a l'armée. Mais l'expérience montre que, à la longue, les soldats qui sont engagés contre les actions de masse, mais qui sont eux-mêmes issus du peuple, deviennent hésitants et peu sûrs. Et les travailleurs ont eux aussi des armes plus fortes : les grèves de masse du fait desquelles la structure sociale dans son ensemble connaît une vaste pagaille. Si le gouvernement ne peut pas réprimer ces actions, et c'est le cas aussi longtemps qu'il n'a pas "rétabli l'ordre", il perd alors encore plus d'autorité. En outre, les liaisons entre les autorités locales et le gouvernement central sont interrompues en raison du blocage de la circulation. Chaque maire doit en conséquence agir sous sa propre responsabilité; l'unité et la solide cohésion de l'ensemble du pouvoir d'État sont ainsi brisées. Naturellement, le gouvernement essaie à l'inverse, aidé par la classe possédante, de briser l'organisation^(*) et l'unité des masses laborieuses en lutte par la proclamation de l'état de siège, par la mise en détention des meneurs ou des porte-parole, par l'emploi de la force d'une part, par les promesses et les concessions d'autre part, et par la diffusion de fausses informations relatives à des échecs afin d'amoindrir la confiance que les ouvriers ont en eux-mêmes. Ou bien le gouvernement compte avant tout, du fait de la division traditionnelle des ouvriers en toutes sortes de syndicats, de partis, de tendances et d'idéologies, et par l'intermédiaire des chefs de ces groupes, semer le désaccord et la méfiance parmi les travailleurs. Ce qui est donc important dans chaque action c'est de savoir quelle partie des forces qui se combattent est intérieurement la plus forte et la plus assurée. Chacune défait par sa propre force celle de l'adversaire.

Lors de leurs premières actions de masse – qui peuvent naître pour partie de conflits politiques, pour partie de grandes grèves, mais aussi pour partie de situations de détresse –, la force des travailleurs est encore faible. Certes, ils peuvent parfois remporter de modestes succès quand il s'agit d'un objectif limité. Mais ils subissent aussi souvent des défaites. La fragmentation interne en de nombreux syndicats et partis a des répercussions, la confiance en soi, la compréhension et la solidarité, sont encore insuffisantes. Aussi longtemps qu'ils placeront encore leur confiance chez d'autres et qu'ils croiront que le parti social-démocrate ou communiste pourra les libérer grâce au parlement, ils se laisseront détourner des difficultés et des sacrifices de l'action directe. Mais malgré tout, à la fin, ils devront lutter sans cesse à nouveau, poussés par la nécessité dans le capitalisme. Et avec chaque expérience de lutte, leur force et leur cohésion grandiront.

La classe ouvrière ne peut pas vaincre d'un seul coup, mais dans une suite de mouvements de masse révolutionnaires. Et donc la condition essentielle de sa victoire est

^(*) Quand nous parlons ici d'organisation, ce n'est jamais évidemment au sens de l'adhésion à une association, mais seulement au sens d'une unité solide et inébranlable dans l'action.

qu'elle se transforme en une force de combat solide, intangible grâce à une solidarité de fer, face à laquelle toutes les tentatives de répression du pouvoir d'État se fracassent impuissantes.

Naturellement, cela n'est pas facile. Ce qui est dit ici en termes simples, sous forme résumée, nécessitera une longue période – nous ne savons pas combien de temps –, et des luttes difficiles auxquelles les générations futures repenseront comme étant la plus importante phase de bouleversement dans l'histoire. Encore jamais comme auparavant dans les révolutions des temps passés, la classe montante ne s'est opposée à un ennemi aussi puissant et armé. Mais aussi, encore jamais comme auparavant, elle n'a possédé une telle force. La bourgeoisie luttera jusqu'à la dernière extrémité, car il s'agit pour elle d'une lutte à la vie, à la mort. Même si le système de gouvernement s'effondre, elle trouvera le moyen d'en établir un nouveau. Si des grèves de masse menacent, elle organisera des armées de briseurs de grève pour pouvoir continuer à faire fonctionner les industries essentielles. Si les troupes normales sont peu sûres, elle mettra sur pied des corps francs fanatiques formés d'éléments petits-bourgeois et sous-prolétariens, ainsi que de troupes n'ayant pas de conscience de classe, qui combattront pour elle. Elle utilisera contre les ouvriers insurgés des armes offensives terribles, obtenues à partir de la technologie de guerre moderne. Si les ouvriers tentent de transformer les usines occupées en points d'appui dans la lutte, alors elle essaiera de continuer à faire fonctionner ces usines avec des éléments "jaunes" obéissants^(*). Tout cela peut lui être utile dans un cas aussi inhabituel. Mais par la suite, l'unité et la cohésion des masses laborieuses grandiront à nouveau jusqu'à constituer une force importante. En effet, celles-ci tirent toujours une nouvelle force du fait que ce sont les travailleurs qui portent le monde, leur monde, qui doivent conquérir leur liberté, tandis que les autres, celles qui sont devenues superflues en raison de l'évolution, représentent une classe de parasites qui essaie de conserver artificiellement sa domination. Il n'y a pas d'autre fin possible que celle où le pouvoir d'État s'effrite et tombe en poussière, où son autorité s'évanouit et où l'ancienne bourgeoisie devient impuissante. Ensuite, la classe ouvrière possèdera le pouvoir politique, car elle aura conquis le pouvoir sur la société. C'est donc la situation que Marx a appelée la dictature du prolétariat.

Les conseils ouvriers

La lutte révolutionnaire de la classe ouvrière est comprise la plupart du temps comme une force principalement de destruction, de démolition. Les organes de l'ancienne autorité de la bourgeoisie doivent être vaincus, et c'est pourquoi ils doivent périr. Naturellement, dans ce cas-là, il faut qu'en même temps soient édifiées de nouvelles institutions qui correspondent à l'unité et la cohésion des travailleurs. Étant donné que l'unité dans l'action produit un pilotage central et que la direction, en tant que représentation, doit être élue démocratiquement par tous, l'erreur selon laquelle, de cette manière, un nouvel État, un nouveau gouvernement et un nouveau parlement, doivent à nouveau être mis en place par les travailleurs, se conçoit aisément. Avant tout, pour promulguer les lois avec lesquelles le nouveau droit de propriété socialiste sera introduit. C'est ainsi que l'on arrivera, semble-il, de nouveau là où la social-démocratie veut aller.

Mais il n'en est ainsi qu'en apparence. Premièrement, il n'est pas vrai que les nouvelles formes de propriété doivent être introduites par des lois. Une loi peut simplement bloquer, exactement aussi bien qu'une règle ayant force obligatoire, ce qui est déjà devenu une réalité. Pendant la lutte elle-même, les ouvriers ont pris possession des moyens de production, des

^(*) "Jaune" caractérise les ouvriers et les organisations ouvrières qui combattent l'idée de la lutte de classe et sa nécessité. Pour partie, c'est un terme employé par l'"Internationale Communiste" pour indiquer la social-démocratie, pour partie également, pour désigner les briseurs de grève, comme dans le présent contexte.

usines, parce qu'ils ont besoin de travailler pour fabriquer des produits de première nécessité. La réglementation par la loi ne fait que suivre.

Il est aussi absolument vrai que la classe ouvrière victorieuse créera des organes avec lesquels son unité d'action sera garantie. Mais ceux-ci devront avoir un aspect complètement différent de celui des parlements ou des gouvernements. Ils se développent à partir des nécessités sociales et ils commencent à se construire déjà au cours de la lutte.

Lors de chaque grande lutte, par exemple une grève qui concerne de nombreuses usines, les ouvriers doivent veiller à l'unité dans l'action, en se mettant constamment d'accord sur elle. Puisque toute une masse ne peut pas discuter dans une assemblée, chaque personnel d'entreprise y délègue ses porte-parole. Lors de mouvements de masse qui s'étendent sur des zones plus grandes, c'est encore plus nécessaire. Dans ce cas-là, les assemblées des délégués des usines et des ateliers concernés deviennent les organes les plus importants, ceux qui possèdent la direction. Ce sont les conseils ouvriers. Ils sont quelque chose de tout à fait différent des parlements parce que les conseils seront composés des représentants des groupes d'entreprises qui les envoient, qu'ils diront et feront ce que les groupes en question pensent et veulent, et qu'ils pourront être à tout moment révoqués et remplacés par d'autres représentants. Ils ne ressemblent donc en rien à des chefs indépendants. Les travailleurs peuvent eux-mêmes, à tout moment, décider de tout, et ils sont responsables. C'est le début de la démocratie ouvrière, de la véritable démocratie, au contraire du parlementarisme qui n'est démocratique qu'en apparence.

Dans la mesure où la force des travailleurs s'accroît dans les mouvements révolutionnaires et où celle de l'appareil d'État bourgeois diminue, il échoit sans cesse aux conseils ouvriers des tâches plus grandes et plus importantes. Ils doivent donc prendre des formes différentes qui correspondent aux exigences respectives du moment : ici direction de grève, là organe pour l'approvisionnement ou la production de vivres, ailleurs organe de gouvernement pour la mise en œuvre de l'ordre nouveau. En effet, dans la mesure où la force des travailleurs grandit, leurs institutions se transformeront de plus en plus en autorité légale de la société, tandis que la classe possédante d'autrefois, qui trouble l'ordre nouveau par sa résistance, doit être réprimée.

Les conseils ouvriers sont les organes politiques du prolétariat. Étant donné la manière dont ils sont élus, la bourgeoisie demeure entièrement exclue d'eux. Celui qui y voit une violation de la démocratie, de l'égalité de droit de tout homme, doit prendre en considération le fait que la bourgeoisie n'a plus de droit à l'existence et qu'elle doit disparaître – au contraire du capitalisme où les deux classes, la bourgeoisie et la classe ouvrière, sont nécessaires et par conséquent doivent être reconnues. Dans la nouvelle société, il n'y a plus que des travailleurs qui organisent collectivement leur travail et en décident, dans l'industrie et dans l'agriculture, à la petite échelle de l'usine comme à la grande échelle du peuple, de l'État et de l'humanité, laquelle doit gérer et organiser la coopération d'ensemble dans la production mondiale.

L'on peut donc considérer comme certain que le fait que l'humanité soit libérée du capitalisme par le moyen parlementaire, dans lequel les travailleurs transfèrent leur lutte aux chefs, n'est pas possible. Cette libération n'est possible que par des actions de masse des travailleurs eux-mêmes. Par leurs tentatives de réprimer le mouvement des masses, le pouvoir d'État, en tant qu'organe de la classe dominante, périra finalement dans une phase révolutionnaire. La classe ouvrière victorieuse établira la nouvelle société communiste et elle organisera le travail selon les directives des conseils ouvriers.

L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

LES ÉVÉNEMENTS D'ALLEMAGNE^(*)

La catastrophe de la social-démocratie

La juste punition de l'Histoire a rattrapé la social-démocratie. Rarement l'effondrement d'un mouvement politique ne fut aussi mérité, ne fut autant une conséquence nécessaire de son crime, que dans ce cas-ci. Ce dont la social-démocratie s'est rendue coupable à l'égard du prolétariat, le parti hitlérien le lui rend bien maintenant.

Jusqu'où devons-nous retourner? Jusqu'aux années quatre-vingt-dix où, avec le commencement de la prospérité, le poison du réformisme s'est progressivement insinué? Jusqu'en 1914 où, dans tous les pays, la social-démocratie a mis le prolétariat au joug du nationalisme bourgeois et de la guerre?

Commençons par 1918, quand l'effondrement de l'impérialisme allemand mit momentanément le pouvoir entre les mains des travailleurs.

Les chefs du parti social-démocrate se placèrent en novembre 1918, en tant que "commissaires du peuple", à la tête du gouvernement. Les travailleurs attendaient des mesures socialistes. Un véritable parti de lutte de classe prolétarienne aurait considéré comme de son devoir : d'étendre le pouvoir encore incomplet de la classe ouvrière et de le consolider en une forte dictature, de désarmer la classe possédante et les officiers, de prendre énergiquement en mains le capital. La social-démocratie se dépêcha, par la convocation d'une "Assemblée nationale" à Weimar, de donner un atout à la bourgeoisie en ce qui concerne le pouvoir. Elle fit écraser l'avant-garde des travailleurs, qui cherchait à entraîner les masses à s'organiser pour la révolution prolétarienne, par les généraux, avec l'aide de la bourgeoisie armée, et elle consolida cette victoire par l'assassinat des chefs révolutionnaires Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

En tant que gouvernement de la nouvelle république, elle protégea le capital allemand afin qu'il se rétablisse et elle maintint le calme parmi les masses, quand des mouvements s'embrasaient chez les travailleurs, avec le slogan d'Ebert : c'est ça le socialisme!

Elle laissa la bourgeoisie consolider et développer son pouvoir, et, pour la remercier, celle-ci l'a été écartée des postes ministériels lorsqu'elle n'a plus été indispensable – ce qui ne l'empêcha pas de soutenir de son mieux les nouveaux gouvernements avec le mot d'ordre : sinon ce qui va arriver, c'est le loup, la réaction, le fascisme.

Le loup capitaliste s'était déjà déchaîné pendant toute cette période. Le capital agissait selon sa nature, comme le capital agit toujours.

Par des manœuvres frauduleuses et par la spéculation, il concentra toute la propriété dans sa main; par des opérations financières, par l'inflation et la déflation, il expropria les classes moyennes et il fit tomber la petite bourgeoisie dans la pauvreté. Par la rationalisation extrême de l'industrie, il jeta les ouvriers en masse sur le pavé de sorte que, déjà avant la crise, quand il y avait encore de la prospérité dans le reste du monde, il régnait en Allemagne un chômage effroyablement élevé.

^(*) (Anonyme), "De Omwenteling in Duitschland", publié par le G.I.C dans le P.I.C, n° 9, avril 1933.; réédité dans Anton Pannekoek, "Partij, Raden, Revolutie", Amsterdam, 1972. Les deux premières parties parurent dans une traduction allemande dans : P.I.K. Pressedienst der Internationalen Kommunisten – Holland. Édition allemande (Amsterdam), n° 2, mai 1933 (La catastrophe de la social-démocratie) et n° 3, juin 1933 (La fin du parti communiste).

Le ressentiment des masses petites-bourgeoises se tourna contre le système de gouvernement; il trouva à s'exprimer, de manière en même temps réactionnaire et anti-capitaliste – parce que le parti socialiste se présentait comme le mandataire et le complice du grand capital – dans le mouvement national-socialiste qui était en expansion.

Dans ce mouvement, plusieurs courants se rencontraient. Les officiers licenciés de l'ancienne armée, qui avaient perdu leur poste du fait de la limitation imposée des forces armées, haïssaient la république en tant qu'incarnation de leur défaite et de la perte de leur position antérieure de pouvoir. L'intelligentsia académique, la gardienne de l'idéologie de la fierté nationale, se voyait menacée dans son droit à des postes de fonctionnaires et aux professions libérales par l'afflux des cercles républicains et juifs, par rapport auxquels elle n'était souvent pas à la hauteur ni du point de vue des compétences ni de celui du zèle. Se joignirent aux précédents ceux qui appartenaient aux classes moyennes en déclin, qui voyaient dans le grand capital "juif" des grands magasins et des banques la cause de leur déchéance.

Lorsque la crise de 1929 démarra, l'afflux de toutes ces existences anéanties ou menacées grossit à tel point qu'il devint un torrent qui, finalement, emporta tout le régime parlementaire.

Cela n'aurait certainement pas été possible si le grand capital n'avait pas à la fin pris le national-socialisme comme instrument à son service et s'il ne l'avait pas amené au pouvoir grâce à son soutien.

C'est seulement grâce aux grosses subventions provenant du grand capital que fut possible le développement énorme de la presse, de la propagande et de l'appareil du parti, lesquels permirent cet essor. Le capital n'avait auparavant aucun intérêt dans le national-socialisme puisqu'il pouvait, sous le gouvernement républicain, s'enrichir sans entrave et faire valoir tous ses intérêts.

Mais lorsque la crise arriva et s'intensifia de plus en plus, le capital dut lutter pour sa propre conservation. La banqueroute menace tous les capitaux individuels; l'issue commune pour eux tous est la réduction de tous les coûts qui obèrent la production, la diminution des salaires. Les salaires étaient protégés par une législation de conventions collectives, et si cette protection était de plus en plus sérieusement mise à mal dans la pratique des conseils de prud'hommes, elle représentait cependant un obstacle pour une réduction générale des salaires. À cela s'ajoutait l'indemnisation du chômage, qui du reste avait été créée au début par les travailleurs avec leurs propres moyens; elle devait également servir à tenir à la disposition du capital les forces de travail nécessaires pour la prospérité prochaine. Mais maintenant les choses avaient changé.

Le capital allemand renonce à son ancienne ambition de devenir un pays hautement industrialisé qui exporte sur le marché mondial; il se replie sur une certaine autarcie dans laquelle le marché intérieur devient l'élément essentiel et l'exportation industrielle l'élément secondaire. Il se sentira politiquement plus rassuré, et avant tout aussi ses amis les junkers, quand la croissance rapide du prolétariat industriel sera ainsi ralentie.

Par conséquent : le capital ne veut plus supporter le coût de l'indemnisation du chômage, et si les prolétaires trop nombreux, les prolétaires superflus périssent, tant mieux.

Mais, pour mener à bien cette attaque contre le prolétariat, le capital a besoin de troupes. Les forces armées officielles de l'État, la Reichswehr et la police, ne suffisent pas; elles constituent un corps spécial trop petit qui ne peut probablement servir tout au plus que de noyau régulier. Il a besoin d'une grande armée de masse formée de volontaires. Et il la trouve dans le national-socialisme. C'est avec lui que furent gagnés, avec un développement progressif, les adeptes qui, enthousiasmés par l'idéologie nationaliste, et se soumettant à la stricte discipline d'une organisation militaire, accrurent au maximum leur ardeur au combat, pleins d'une haine bourgeoise contre le socialisme ouvrier, le "marxisme" – Hitler ne pouvait

pas deviner combien le parti social-démocrate et le parti communiste avaient peu en commun avec le marxisme véritable.

Le capital a trouvé chez eux les bandes armées dont il avait besoin contre la classe ouvrière, et il les a par la suite fortement étendues : non pas des soldats recrutés par le pouvoir d'État qui sont à la longue peu fiables contre le peuple, mais une masse petite-bourgeoise emplie d'une haine de classe, éduquée et armée pour la lutte de classe.

Quand ensuite la pression de la crise et la force de la propagande élevèrent le national-socialisme au rang de parti le plus puissant, le grand capital, allié aux junkers, a fait de son chef le chancelier du Reich. Et son premier travail a été d'interdire la social-démocratie et le parti communiste.

L'on s'est étonné que la social-démocratie se soit laissée ainsi éliminer sans une trace de résistance. Deux soldats, se moqua un adversaire, suffirent pour l'éjecter de sa position de force, l'état-major de la police de Berlin. Elle, le parti aux millions de membres, qui se persuadait et persuadait les autres qu'elle était la classe ouvrière ou du moins qu'elle représentait son avant-garde, son organisation de combat. Pas un travailleur ne bougea un seul doigt pour elle; et elle n'essaya pas d'ailleurs d'appeler les travailleurs à la lutte. Elle n'était pas capable de se battre, et elle savait elle-même qu'elle n'était pas en état de lutter. Elle n'était devenue qu'une façade derrière laquelle il y avait un édifice si délabré et abîmé qu'il s'effondrerait au premier coup de l'adversaire.

Les sociaux-démocrates siégèrent au Reichstag comme des chiens battus et il ne surent rien dire d'autre qu'ils n'étaient pas aussi mauvais – au sens national – que ce dont on les accusait. Et quand Hitler leur aboyait : « vous avez siégé ici pendant quatorze années et le peuple allemand n'a jamais rien vu de votre mystérieux socialisme », il mettait le doigt dessus. Ce n'était pas le socialisme, mais l'absence de socialisme qui a été la cause de leur chute.

Une défaite n'est pas mauvaise en soi; la classe ouvrière souffrira encore souvent de défaites si elle doit engager le combat contre le puissant capital avec une force insuffisante, et ces défaites sont la source de victoires futures. Mais il s'agissait ici d'un effondrement et non d'un combat, parce qu'elle, la social-démocratie, n'avait appris aux travailleurs qu'à voter et non pas à lutter de manière révolutionnaire. Que pouvait-elle faire de plus pour la bourgeoisie, puisqu'elle avait en effet écrasé elle-même la lutte révolutionnaire des travailleurs. La fin doit sembler tragique si l'on pense à Bebel et à Liebknecht, aux nombreux combattants de l'ancien temps qui édifièrent autrefois la social-démocratie par un travail plein de sacrifices.

Mais le monde avance et ce qui était un idéal pour le passé devient un obstacle pour l'avenir. La social-démocratie est une branche qui dépérit sur l'arbre du mouvement ouvrier, et sous elle, opprimées par elle, ce sont de nouvelles petites branches qui poussent.

La fin du parti communiste

L'histoire du parti communiste d'Allemagne nous présente l'image d'une organisation qui semblait appelée à favoriser et à diriger la révolution en Europe occidentale, mais qui dégénéra dès sa première jeunesse en un parti pseudo-révolutionnaire.

Il naquit à partir des petits groupes qui, pendant la guerre mondiale, luttèrent par la propagande et l'action contre l'impérialisme belliciste de la bourgeoisie, en opposition la plus tranchée avec la social-démocratie. Pendant les mouvements révolutionnaires d'après la guerre, devant l'exemple encourageant de la Révolution russe, ils fondèrent en se réunissant le K.P.D., qui inscrivit la lutte de classe sur son drapeau pour mener à bien la révolution prolétarienne en Europe occidentale et qui remplaça le parlementarisme et les syndicats par l'action de masse et le système des soviets. Mais les actions des travailleurs furent violemment écrasées et les chefs les plus éminents, Liebknecht et Rosa Luxemburg, assassinés. Les

communistes allemands furent alors confrontés à la question de leur politique future. La majorité du parti comprit que la révolution en Europe occidentale serait un processus plus long dans lequel la classe ouvrière devra construire progressivement la force lui permettant de vaincre la bourgeoisie, grâce à des éclaircissements de fond et la pratique des actions de masse. Et que pour ce faire, il était nécessaire en premier lieu de surmonter les illusions parlementaires et de se passer de la direction assumée par les syndicats. Mais les intérêts de la Russie s'y opposèrent. La Russie était durement assaillie par les attaques des armées blanches soutenues par l'Europe occidentale, et elle avait besoin de l'aide des masses ouvrières européennes de l'Ouest qui devraient, par leur pression sur les gouvernements, empêcher ceux-ci de continuer à mener leurs attaques contre la Russie. La III^e Internationale, qui avait été fondée par les nombreux partis communistes d'Europe, devint l'organe de cette politique russe. Il fallait pour cela gagner rapidement au parti le plus possible de grandes masses laborieuses et donc les détacher de leurs chefs sociaux-démocrates; et par conséquent l'utilisation du parlementarisme et l'entrée dans les syndicats pour les révolutionner, comme on disait, signifie : remplacer les anciens chefs par de nouveaux qui sont favorables à la Russie. Sous l'influence des délégués du parti russe envoyés par Moscou, avec l'exploitation de la dépendance financière de Moscou, les représentants d'une tactique révolutionnaire pour l'Europe occidentale furent exclus en 1919 et le K.P.D. se plaça sur le terrain du parlementarisme "révolutionnaire" et de la tactique syndicale.

Depuis lors, le K.P.D. est resté la filiale allemande de Moscou. C'est ainsi ce ne sont pas seulement les intérêts russes qui déterminent sa politique, mais c'est aussi l'exemple russe qui inspire sa tactique et ses conceptions. Les révolutions en Europe doivent être faites selon le modèle de la Russie. La grande différence – Europe occidentale : un capitalisme hautement développé, et un prolétariat évolué qui, en tant que majorité de la population, doit vaincre la puissante bourgeoisie par l'emploi de toute sa force de classe; Russie : un pays rural primitif avec une minorité d'ouvriers industriels – a été négligée. La Russie, où un gouvernement incapable et démodé, ainsi qu'une bourgeoisie faible, ont été renversés par les ouvriers avec l'aide des paysans, ne pouvait, en tant que pays rural, être gouverné que par une bureaucratie centrale vigoureuse qui avait pour tâche l'industrialisation rapide du pays. C'est ainsi que le parti bolchevik, c'est-à-dire sa bureaucratie, se transforma en gouvernement du pays; l'industrie devint l'organe de l'État et les ouvriers étaient au service de l'industrie étatique. C'est à ce système de capitalisme d'État, qui se développait en Russie, que l'on a donné le nom traditionnel de communisme; et cette doctrine "communiste", qui était donc devenue méconnaissable, déterminait les conceptions et les buts de tous les partis communistes adhérant à la III^e Internationale.

La dictature du prolétariat se réalise dans une dictature du parti communiste – c'est cette thèse qui constitue son fondement. Au lieu du gouvernement de tout le prolétariat par lui-même, c'est le pouvoir du parti sur le prolétariat qui est mis en place. C'est la minorité révolutionnaire, et non pas la classe dans son entier, qui fait la révolution. C'est le parti communiste, et non pas la masse prolétarienne, qui vainc la bourgeoisie et ensuite met en œuvre le socialisme – et, dans le socialisme à nouveau, comme en Russie, c'est la bureaucratie de parti qui dirige, qui est le maître, et les ouvriers qui sont les mains obéissantes.

Les masses jouent naturellement aussi leur rôle, en tant que suiveurs, que partisans, que disciples. Elles n'ont pas besoin de posséder une claire compréhension révolutionnaire; elles n'ont besoin que de suivre les mots d'ordre des chefs. Si elles peuvent être entraînées ne serait-ce que dans les moments décisifs – et ce peut être même par de fausses informations –, si elles brisent la résistance grâce à leur force et si elles aident le parti à vaincre, elles ont alors accompli leur tâche. La tromperie des masses est le levier de la révolution mondiale : c'est ainsi que cette conception se caractérisait déjà en 1919.

Le but du parlementarisme "révolutionnaire" consiste à gagner les masses comme disciples afin que le parti croisse en force et puisse réaliser ses objectifs. Du point de vue de sa qualité, il est donc encore inférieur au vieux parlementarisme social-démocrate dans lequel l'éducation des masses à la conscience de classe et à l'indépendance démocratique était le but proclamé. Il n'avait donc plus besoin que de faire de la surenchère sur les revendications social-démocrates avec des discours radicaux; mais c'est justement du fait de cette opposition aux tergiversations prévisibles de ce parti qu'il acquit une apparence révolutionnaire et qu'il put ainsi exprimer la révolte des couches ouvrières opprimées par le capital – une expression naturellement complètement inefficace. Ce radicalisme en paroles n'empêchait pas le K.P.D. de manifester en même temps, dans des tentatives de coalition et dans sa politique de chasse aux places, le manque de principe de son parlementarisme pseudo-révolutionnaire.

De conquérir les masses comme adeptes était également l'objectif de sa politique syndicale. Au lieu de montrer aux masses que les syndicats sont des armes inutilisables contre le capital monopolistique et que ce qui est nécessaire, ce sont les actions de masse qui sont conduites par des comités d'action dépendant directement des travailleurs eux-mêmes, les conseils ouvriers, et qui s'élargissent sans cesse – il cherchait à ramener la direction des syndicats entre ses mains. S'il pouvait éliminer la bureaucratie existante – en attribuant l'impuissance des syndicats à l'incompétence ou à la mauvaise volonté de ces gens-là –, il avait alors un appareil de masse en mains qui accroîtrait énormément sa force de parti. Dans tous les changements ordonnés par Moscou de sa politique à l'égard des syndicats, tantôt à l'intérieur afin d'en conquérir la direction, tantôt à l'extérieur afin d'en faire éclater, en tant que RGO^(*), les plus grandes fractions possibles, l'idée directrice était toujours : gagner des adeptes et par-là accroître la force du parti. Là où un conflit entre ouvriers et capitalistes éclatait, les communistes s'en mêlaient non pas, comme les sociaux-démocrates, pour le calmer, mais pour aviver la lutte; mais ce faisant leur but n'était pas de soutenir la conduite indépendante de la lutte par les travailleurs, mais de prendre en mains la direction de la lutte elle-même. Quand la direction d'une grève était investie par le parti, celui-ci appelait cela : la direction de la lutte par les ouvriers eux-mêmes – de la même manière qu'il désigne en Russie l'autorité du directeur d'usine sur les ouvriers par le terme de pouvoir de la classe ouvrière elle-même par l'intermédiaire du parti communiste.

Pour conquérir les masses en tant qu'adeptes, il n'utilise pas seulement le parlementarisme qui correspond encore et toujours à une vieille tradition socialiste. Lorsque, pendant l'occupation de la Ruhr, les vagues du nationalisme montaient, il se mit également au nationalisme. Il chercha à faire concurrence au national-socialisme ascendant, il fit des avances au Stahlhelm^(**) et, au Reichstag, il fit proposer aux partis nationalistes une alliance contre la France. Mais il faut dire pour sa défense qu'il ne péchait pas ici de son propre fait, mais qu'il obéissait aux ordres de Moscou. Ce qui apparaît ici de manière effrayante en pleine lumière, c'est le fait que même les exigences les plus élémentaires de la lutte de classe prolétarienne contre la bourgeoisie aient dû s'effacer devant les besoins du moment de la politique d'État russe.

L'on se demande comment les communistes allemands ont avalé tout cela. Étaient-ils si aveugles pour ne pas reconnaître la contradiction de toute cette tactique avec les conditions de la lutte de classe dans un pays de capitalisme développé? Bien sûr, des groupes de membres entraient sans cesse en opposition avec le parti, et, tout aussi régulièrement, ils en étaient

(*) Depuis 1929, le KPD cherchait de créer contre le syndicat social-démocrate, l'ADGB, une "Opposition Syndicale Révolutionnaire" (Revolutionäre Gewerkschafts-Opposition = RGO).

(**) De retour du front après l'armistice de 1918, certains anciens soldats allemands se sentirent séparés des civils par leur expérience de la guerre. Ils se réunirent dans un *Bund* (association) d'anciens soldats du front. Cette association fut appelée le *Stahlhelm* (casque d'acier) par référence au casque adopté en 1916. Cette association conservatrice patriotique, issue de la mouvance politique droite des *Freikorps* (corps francs), devint une partie de la politique complexe du parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP). (NdT).

exclus; mais, étant donné que la cause de ce phénomène n'était pas la clarté des principes, mais la révolte contre un fait pratique, les groupes qui avaient fait scission restèrent la plupart du temps arrêtés à mi-chemin. La dépendance matérielle de Moscou, alliée à la tradition puissante de la Révolution russe, empêcha le développement intellectuel d'un point de vue propre autonome. Du fait que ceux qui hésitaient à participer aux changements de tactique décidés par Moscou étaient exclus, il ne restait plus que la coterie accommodante des chefs de parti sans principes, sans arrêt ralliée par des travailleurs plus jeunes dont l'envie de combattre et le désir d'action se laissaient séduire par les mots d'ordre pseudo-communistes. Leur enthousiasme et leur dévouement, qui n'étaient pas guidés par leur propre compréhension des choses, se transformaient ainsi en un fanatisme de parti obéissant qui éreintait toute critique réellement communiste.

C'est avec ces adhérents-là que l'on forma des groupes de lutte armés, par imitation de l'Armée rouge russe. Le K.P.D. croyait constituer ainsi le noyau de l'armée avec laquelle il voulait conquérir un jour le pouvoir. Avec cela, le tableau est complet : la classe ouvrière qui est capable, du fait de la structure de sa puissance de masse spirituelle et organisationnelle de vaincre la bourgeoisie et d'établir sa domination sur la société, est remplacée par un parti qui, dirigé par des chefs de parti, avec les masses qui suivent sans savoir et avec un corps franc de parti armé, croit pouvoir vaincre la bourgeoisie. Comme si une telle manière de jouer puérilement au soldat pouvait d'une façon quelconque prévaloir contre la puissance militaire dont la bourgeoisie peut disposer avec ses moyens étatiques et financiers énormes.

Quand ensuite la bourgeoisie est finalement entrée en scène, qu'elle a cultivé le national-socialisme et l'a mis au pouvoir, tout le pseudo-révolutionnarisme du K.P.D. s'est effondré. Cela a montré qu'il avait abusé et induit en erreur tous ces jeunes enthousiastes. Au lieu d'en faire des combattants de classe intelligents avec lesquels un mouvement ouvrier, non pas grande gueule, mais réellement révolutionnaire, aurait été construit progressivement, il les a transformés en instruments aveugles de ses buts de parti. Ces nombreux milliers de communistes, qui sont maintenant maltraités dans des camps de concentration, sont les victimes de la politique erronée du K.P.D. qui n'a apporté à la classe ouvrière allemande que de l'impuissance. Victimes en premier lieu des détenteurs du pouvoir en Russie, qui ont toujours fait passer l'intérêt du prolétariat d'Europe occidentale et de la révolution mondiale après leurs propres intérêts. Victimes également de tous ces porte-parole qui, en dépit de toutes les mises en garde, ont, depuis douze ans, conduit le K.P.D. sur cette désastreuse voie de l'opportunisme.

On n'a pas facilité la recherche de la voie de l'émancipation au prolétariat allemand – et international. La social-démocratie qui l'avait organisé dans la première moitié du siècle s'est transformée en un parti réformiste au service de la bourgeoisie. Le parti communiste, que les éléments révolutionnaires bâtirent ensuite, s'est bientôt transformé en un instrument pseudo-révolutionnaire du capitalisme d'État russe. Le prolétariat devra recommencer une fois de plus.

La lutte contre Hitler

Avec la prise du pouvoir par le national-socialisme, le mouvement ouvrier allemand est arrivé à un tournant. Une tactique de lutte a échoué, l'évolution d'un demi-siècle est terminée, une nouvelle phase commence.

La classe ouvrière allemande est d'un seul coup privée de ce qu'elle considérait comme ses méthodes essentielles de lutte. Que le parlement ait été éliminé, ce n'est pas ici le plus important, car les travailleurs n'avaient effectivement plus voté depuis déjà quatre ans et ils n'avaient guère écouté les discours des parlementaires. Ce qui est d'une plus grande

importance, c'est que la plupart des simples libertés civiles leur a été enlevée, par exemple le droit à libre expression de la pensée, la liberté de la presse, la liberté de réunion. Ce qui est concerné directement c'est que leurs conceptions les plus indépendantes, qui auparavant, et aujourd'hui encore, ont été discutées et diffusées dans le monde entier, sont désormais poursuivies et punies comme une trahison.

Le mouvement ouvrier a été de ce fait paralysé et il a été désorganisé intellectuellement par manque de possibilités publiques d'explication. Mais quand le premier étourdissement sera passé, il trouvera une nouvelle orientation. Il devra pour cela vivre d'abord un temps d'erreurs et de chaos avant d'être prêt à un nouveau combat.

La violence d'en haut provoque la même violence d'en bas. Si toute forme de socialisme ou de communisme est poursuivie comme un crime, et si les gouvernants déplacent les frontières naturelles entre la politique et le crime, il ne peut pas manquer d'arriver que les poursuivis déplacent eux aussi les frontières et introduisent dans la politique des moyens qui, dans d'autres contextes, sont considérés comme des crimes. Là où la lutte organisée est réprimée, ce qui apparaît c'est la violence inorganisée et personnelle.

De même qu'il est parfaitement compréhensible qu'il y ait une certaine réaction, de même l'on doit insister avec force sur le fait que l'on ne sert de la sorte en aucun cas la cause de l'émancipation du prolétariat.

La lutte de Hitler contre le soi-disant marxisme est la lutte du grand capital qui s'appuie sur toute la bourgeoisie, contre la classe ouvrière. La lutte contre Hitler est la lutte contre le grand capital et par conséquent contre toute la bourgeoisie. Cette lutte ne peut être menée que par la classe ouvrière dans son ensemble, par son entrée en scène en tant que masse. Les actions de personnes isolées, les actes individuels, quel que soit l'enthousiasme avec lequel ils sont commis, ne peuvent pas libérer la classe ouvrière, ils ne peuvent pas porter atteinte à la puissance du capital, ils peuvent affecter à peine la bourgeoisie.

Si une action personnelle affecte par hasard la bourgeoisie de manière notable, cela aura des conséquences d'autant plus sérieuses. Car naîtra alors parmi les travailleurs l'illusion que la domination du capital pourra être éliminée autrement que par une lutte de masse du prolétariat.

En tout cas, la violence d'en bas restera une exception. En général, la réaction à la violence d'en haut sera le découragement et la désertion. Laissés complètement désarmés par la tactique des partis socialiste et communiste de la dernière décennie, les travailleurs ne ressentent rien d'autre que de l'impuissance face à la force écrasante de la réaction. En l'absence d'une praxis révolutionnaire enthousiasmante, les anciens idéaux socialistes sonnent creux face la puissance agressive du fascisme. La réponse complètement fragmentaire, le manque de volonté de lutte, des partis lors de cette première attaque a provoqué la plus profonde déception chez ceux qui leur étaient attachés jusque là. Le fait que les membres sociaux-démocrates de la Reichsbanner^(*) soient passés au Stahlhelm – un mouvement si fort que la direction en était devenue complètement incertaine – montre qu'il suffisait d'une faible modification intérieure pour changer les couleurs extérieures. L'effritement ira encore plus loin; le mouvement ouvrier n'a pas encore atteint son point le plus bas. Mais plus que la force matérielle de l'ancienne organisation, c'est sa force spirituelle qui est anéantie. Le communisme devra être reconstruit, complètement à neuf, avec de jeunes forces. Et, dans cette situation, il sera avant tout accordé un rôle important aux groupes communistes de gauche. Ils ont éclairci les idées par leur critique des anciens partis, ils ont déjà indiqué à l'avance la cause de la catastrophe actuelle, et ils ont développé et propagé la tactique révolutionnaire du prolétariat. Même s'ils ne peuvent pas se présenter sous une forme organisée du fait des conséquences et du fait que toute possibilité leur a été enlevée de se

(*) La Reichsbanner = Bannière impériale, était un mouvement paramilitaire républicain composé essentiellement de sociaux-démocrates. (NdT).

manifester publiquement. Ils possèdent dans la littérature de l'AAU, du RKG^(*) et du KAP, tant de matériel de discussion et d'étude qu'ils reçoivent une plus grande importance encore à la lumière des dernières évolutions, qu'ils peuvent s'adapter sans grande peine et sans conflits à la nouvelle situation et qu'ils peuvent diffuser leurs opinions dans leur environnement très limité. Pour eux, il est en premier lieu nécessaire d'avoir une vue d'ensemble sur les possibilités de développement de la lutte prolétarienne.

Il faut tenir compte à ce sujet du fait que la politique de violence d'en haut et l'abolition de toutes les libertés civiles ne peut pas être une mise à la retraite permanente de la classe ouvrière. Étant donné en particulier qu'elle constitue une classe très nombreuse, qui contrôle la vie économique et qui se déplace partout, il est impossible d'empêcher la diffusion des idées révolutionnaires quand la situation l'exige. Si elle est contrainte à l'illégalité, elle se servira alors de cette illégalité comme d'une arme pour se procurer la liberté de mouvement nécessaire. Assurément, la situation actuelle ne peut pas être comparée à la situation existant sous un gouvernement socialiste, car aujourd'hui elle est effectivement pourchassée et espionnée non seulement par la Gestapo, mais aussi par le parti de masse national-socialiste, plein de haine contre le communisme. Cependant, en sens contraire, les masses ouvrières sont aujourd'hui plus concentrées et chaque bureau de pointage, si ce n'est pas chaque usine, peut devenir un foyer d'explication révolutionnaire. Cela dépend de l'intensité avec laquelle la situation matérielle pousse au combat.

Ce qui s'est produit jusqu'à présent en Allemagne n'était que le début. L'attaque des partis socialiste et communiste avait uniquement pour but de consolider la dictature et de ne pas être dérangé lors d'activités futures. L'attaque de la classe est encore à venir. L'attaque de la classe ouvrière est l'objectif véritable de la révolution national-socialiste. Le programme d'autarcie signifie le renchérissement des denrées alimentaires, la baisse des salaires et des allocations, la réduction des exportations, l'élimination du prolétariat superflu.

La classe ouvrière allemande ne peut absolument compter que sur elle-même pour affronter cette attaque. Tout ce qu'elle s'était créé en matière d'organisations de protection lui a été arraché. Ses porte-parole socialistes, et également sa presse, qui avaient régulièrement au cours des années passées des positions erronées, sont réduits entièrement au silence. Les syndicats, qui avaient régulièrement conclu autrefois des accords avec les entrepreneurs contre les intérêts des ouvriers, sont sur le point de se soumettre complètement au national-socialisme et à s'assimiler à un organe direct du grand capital dans le III^o reich. Les organisations de protection traîtresses, dans lesquelles les ouvriers avaient toujours placé jusque là leur confiance, sont supprimées. Les travailleurs n'ont plus rien d'autre qu'eux-mêmes et que leur propre force de classe. Ils sont renvoyés par la nécessité à la source véritable de leur force, c'est-à-dire à la lutte en tant que masse prolétarienne.

Les ouvriers révolutionnaires savent déjà depuis plusieurs décennies que le prolétariat ne pourra renverser la domination du capital que par des actions de masse. Le parlementarisme l'a toujours empêché. Les chefs craignaient l'action révolutionnaire dans laquelle leur organisation pourrait être détruite. Les masses, d'autre part, ne prennent pas cette voie de la lutte de masse, qui est difficile et peut être la cause de nombreuses victimes, aussi longtemps qu'elles croient pouvoir parvenir au but par une voie plus facile. La social-démocratie a, par son influence, par sa tradition, par son parlementarisme, barré la voie menant à une nouvelle tactique de lutte. Maintenant, l'ancien édifice moribond s'est effondré et est éliminé. Maintenant, la voie est libre pour une tactique de lutte révolutionnaire des masses. Le grand capital a détruit lui-même les illusions du prolétariat, il a brisé les pseudo-armes du

(*) RKG veut dire "Rote Kämpfer Gruppe" [Groupe des Combattants Rouges]. Les "Roten Kämpfer" étaient un groupe de communistes des conseils, fondé au début des années trente avant tout par des anciens membres du KAPD.

parlementarisme et il a ainsi indiqué au prolétariat lui-même la voie sur laquelle, classe contre classe, il devra lutter pour la décision.

La lutte contre Hitler, c'est-à-dire la lutte contre le grand capital, ne peut être menée que comme une action de masse de la classe ouvrière. Ce ne sera pas facile pour les travailleurs de prendre la voie de cette lutte, et elle ne sera empruntée au début que de manière hésitante et incertaine. Si pourtant les actions d'oppression et d'anéantissement du capital contre les travailleurs commencent, ceux-ci n'auront pas d'autre choix que celui du combat ou de la décadence. De petites luttes éclateront ici et là, comme des grèves sauvages, des émeutes de la faim, par exemple. Mais le plus important dans ces circonstances, c'est l'union, l'entrée en scène comme une classe unie, l'action directe pour un objectif immédiat. Ce qui est particulier, c'est que, avec la destruction des organisations qui divisaient idéologiquement les ouvriers, le capital fait en sorte que les travailleurs deviennent conscients de leur unité sociale. Même si les luttes partielles se terminent toujours par des défaites, le gain en sera cependant la conscience que les ouvriers ont acquis la capacité de lutter. Quand ensuite, dans les années suivantes, le mouvement hitlérien ne sera pas en mesure de résoudre la crise, le sort qui le menacera c'est d'être frappé par l'assaut des luttes de classe qui surgira d'en bas.

Les persécutions allemandes et les actions de boycott

« Pourquoi les trains vont-ils encore en Allemagne? Pourquoi reçoit-on et utilise-t-on encore des marchandises allemandes? Où est la solidarité internationale, socialiste et humaine, avec nos collègues de l'autre côté des frontières? »
(*De Syndicalist*, 8 avril 1933)^(*)

L'on ne peut pas désigner les événements qui se sont déroulés en Allemagne comme une contre-révolution, car ce serait supposer qu'il y a eu une révolution antérieure. La véritable contre-révolution débuta le 9 novembre 1918 à Berlin quand Ebert et Scheidemann formèrent le gouvernement. Mais le bouleversement actuel a en commun avec une contre-révolution le fait que la bourgeoisie a exercé une domination violente, qu'elle a remplacé le parlementarisme par une dictature, qu'elle a aboli pour certaines fractions de la population les libertés civiles et les droits de l'homme les plus élémentaires, qu'elle a jeté en prison comme des criminels les membres du parti communiste qui, jusqu'à présent, était légal, qu'elle a coupé la liberté de parole aux sociaux-démocrates, et qu'elle a mené des persécutions contre les juifs, ce qui a soulevé dans le reste du monde la question de savoir si l'Allemagne n'était pas retombée dans la barbarie moyenâgeuse.

La facile abolition du parlementarisme ne peut surprendre que ceux qui ont oublié que le parlementarisme ne s'est jamais enraciné dans la bourgeoisie allemande. Tandis que, en Angleterre et en France, la bourgeoisie naissante a acquis le pouvoir et que donc le parlementarisme a été ressenti par les libéraux dans la bourgeoisie comme l'expression de la domination du peuple, comme le pouvoir suprême sur tous les membres du gouvernement, le parlement a été introduit par en haut en Allemagne. Ce ne fut pas le résultat d'une lutte d'émancipation. Au lieu de cela, le bourgeois qui se ressent comme allemand se considérait toujours comme sujet du corps gouvernemental suprême.

^(*) "De Syndicalist", n° 511 du 8 avril 1933; "De Syndicalist" était l'hebdomadaire du "Nederlands Syndicalistisch Vakverbond" (NSV).

Les persécutions des communistes et des sociaux-démocrates trouvent parfois dans la presse internationale une critique extrêmement timide. Naturellement, elles ne sont pas comparables à la cruauté bestiale avec laquelle la bourgeoisie française a pris des mesures contre la Commune de Paris. N'est-il donc pas compréhensible que, à cette époque-là, après le succès de la conquête révolutionnaire du pouvoir par les travailleurs, la rage de la bourgeoisie ait été beaucoup plus violente et extrême qu'ici, où elle se prépare encore seulement à une grande attaque contre le niveau de vie du prolétariat? Le fait que les mauvais traitements dans les camps de concentration n'aient provoqué qu'aussi peu de protestations démontre combien le sentiment du droit est déterminé par la situation de classe.

En revanche, la persécution des juifs a provoqué presque partout dans le monde bourgeois de vives critiques et indignations. Partout où le capitalisme règne, l'égalité de tous les hommes devant Mammon s'est transformée pour tout bourgeois en sa chair et son sang, en tant que principe si évident que la proclamation du racisme est comprise comme une rechute dans la barbarie pré-capitaliste. La doctrine raciale est en contradiction avec le code moral capitaliste selon lequel la valeur d'un être humain n'est pas mesurée en fonction de ce qu'il possède. C'est ainsi que l'on voit dans les métropoles du monde, en Europe occidentale et en Amérique, des manifestations de protestation contre la persécution des juifs. Et lors de ces événements, il est ensuite proclamé, afin de faire pression sur les nouveaux dirigeants allemands, une action de boycott, un boycottage des produits allemands. Cette proposition ne provient pas toujours et principalement de juifs qui veulent courir au secours de leurs congénères, mais souvent d'autres personnes. Cela signifie que la bourgeoisie produisant des marchandises dans d'autres pays essaie de tirer un bénéfice du boycott de ses concurrents. Chez les travailleurs hors de l'Allemagne, la question se pose également de savoir s'ils ne doivent pas se joindre à un tel boycott. (*De Syndicalist* et l'OSP^(*) appellent ici à un tel boycott). Non seulement pour soutenir les juifs, mais aussi pour témoigner de leur révolte à propos de la destruction de toutes les libertés politiques et à l'égard de la persécution de leurs camarades de classe. C'est l'évidence même que les sociaux-démocrates et les communistes de parti pensent à frapper l'ennemi qui les opprime et les persécute en Allemagne d'une autre manière, et à lui infliger des dommages.

Mais pour les communistes révolutionnaires qui essaient de comprendre l'évolution sociale dans son contexte, la question se pose autrement. À partir de plusieurs réflexions. Premièrement : cela ne sert à rien. La lutte contre le national-socialisme est une lutte contre le grand capital allemand. Seule la classe ouvrière peut mener cette lutte. Hitler ne peut être vaincu que par les travailleurs allemands.

Et uniquement dans la mesure où ils se révolteront dans des actions de masse contre la dictature du grand capital et qu'ils en viendront ainsi à une claire conscience de leurs objectifs communistes. Cet éclaircissement et cette lutte ne peuvent qu'être entravés par un boycott international auquel les travailleurs prendraient part. En effet – et c'est la seconde réflexion – les travailleurs seraient ainsi liés, dans une action commune, avec leur bourgeoisie contre la bourgeoisie allemande. Ou encore plus précisément : les travailleurs seraient ainsi à la remorque de leur propre bourgeoisie pour ses propres intérêts et ses buts. En effet, étant donné que ce sont ses intérêts de concurrence qui sont la force motrice derrière toute révolte morale, pourtant si intègre, de la bourgeoisie, les travailleurs deviendront en réalité, sous l'apparence de beaux objectifs humanitaires, les victimes d'une folie nationaliste. L'unique conséquence en sera que, en Allemagne, le nationalisme se renforcera parmi les travailleurs et que la lutte pour la mise au clair communiste deviendra plus difficile.

Nous aurons ensuite un second 1914, quand les travailleurs se soumettent dans tous les pays belligérants aux buts de guerre impérialistes de leur bourgeoisie et se battent entre eux.

(*) OSP = Onafhankelijk Socialistische Partij, fondé en 1932 comme scission de gauche du SDAP.

Les travailleurs des autres pays, par exemple ceux d'Europe occidentale ou d'Amérique, ne peuvent-ils rien faire pour aider leurs camarades lourdement frappés et opprimés en Allemagne? Bien sûr qu'ils peuvent faire quelque chose. En premier lieu, en menant une lutte nette et vigoureuse contre leur propre bourgeoisie. Chaque exemple d'une forte lutte ouvrière dans un pays a un effet encourageant et éclairant sur les travailleurs des autres pays.

Le soutien spirituel suit de près cette aide par l'action. Après l'échec de l'ancienne tactique, la classe ouvrière a besoin de clarté sur la méthode de lutte qu'elle doit suivre maintenant. Ce n'est pas une question qui ne concerne qu'un seul pays. Cela touche l'ensemble du prolétariat international et c'est pourquoi l'on doit participer à sa réponse partout par les études et les discussions. Le développement et la propagande des objectifs communistes, les éclaircissements répétés sur le but et la nature de la lutte de classe, sur la question de l'État et de la révolution, dans un pays, rétroagissent sur les autres. Tant que la propagande en Allemagne sera rendue aussi difficile et la liberté d'opinion si réprimée, les communistes des autres pays s'emploieront à soutenir les activistes allemands dans leur travail d'explication.